

Présentation investisseurs Octobre 2025



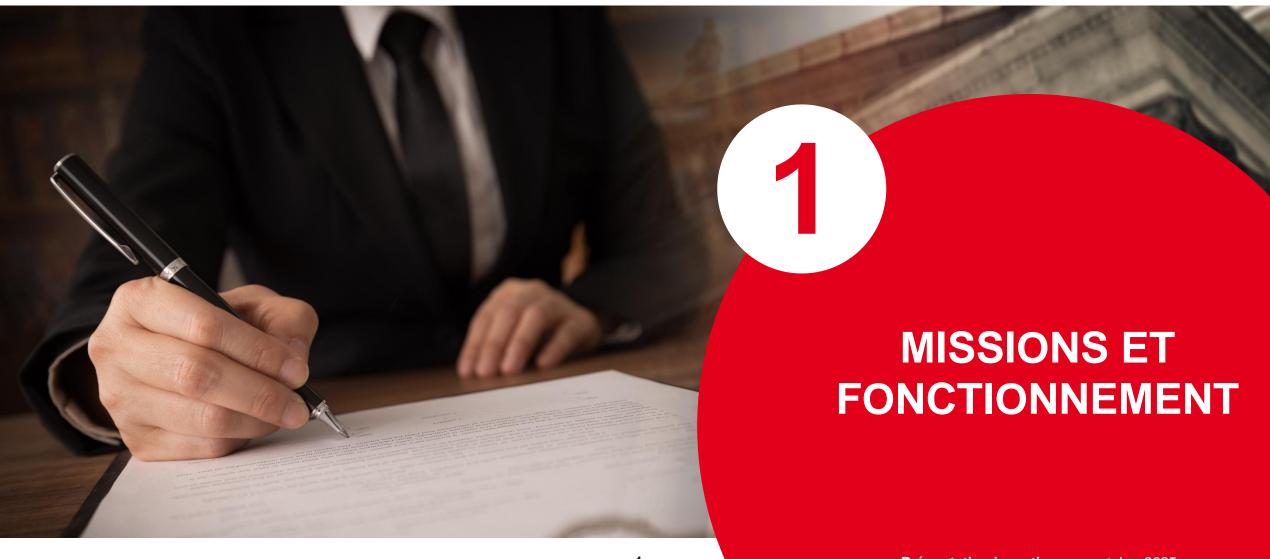
Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.











Les déficits de la Sécurité Sociale

L'apparition d'une dette sociale

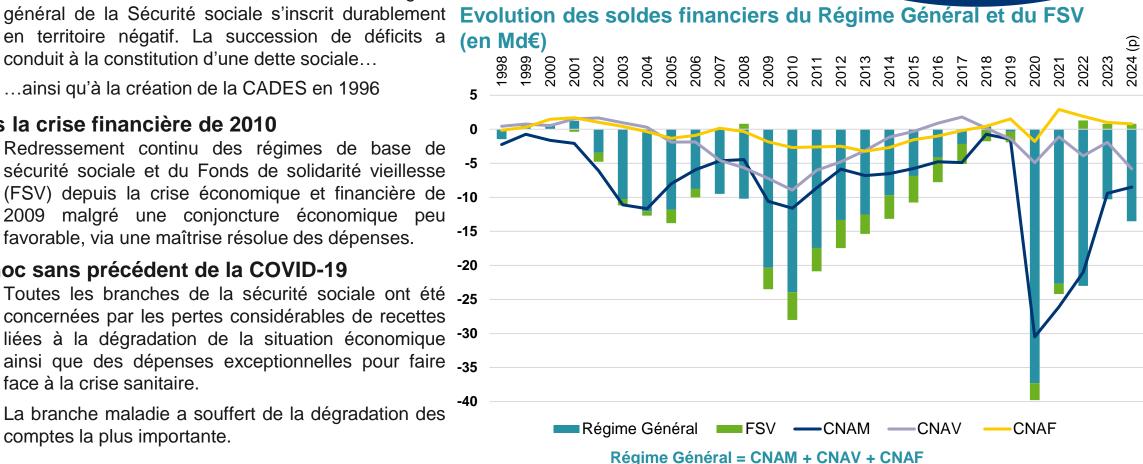
- Au cours des années 1990, le solde du régime en territoire négatif. La succession de déficits a conduit à la constitution d'une dette sociale...
- ...ainsi qu'à la création de la CADES en 1996

Après la crise financière de 2010

Redressement continu des régimes de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) depuis la crise économique et financière de -10 2009 malgré une conjoncture économique peu favorable, via une maîtrise résolue des dépenses.

Le choc sans précédent de la COVID-19

- Toutes les branches de la sécurité sociale ont été concernées par les pertes considérables de recettes liées à la dégradation de la situation économique ainsi que des dépenses exceptionnelles pour faire face à la crise sanitaire.
- La branche maladie a souffert de la dégradation des comptes la plus importante.



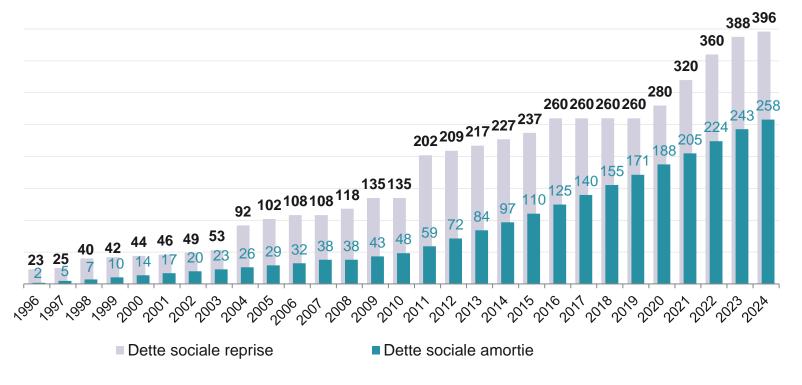
(p) Les données estimées 2024 sont issues de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024



Financer et amortir la dette sociale

- Un Établissement Public français à caractère Administratif (EPA), créé en 1996, avec deux ministères de tutelle :
 - Ministère chargé des finances
 - Ministère chargé de la Sécurité sociale
- Une gouvernance paritaire forte et exercée par un Conseil d'Administration et un Comité de Surveillance comportant des parlementaires
- Dotée de ressources propres (19,2 Md€ en 2024), la CADES finance et amortit la dette cumulée du régime général de la Sécurité Sociale.

Evolution de la dette sociale reprise vs. part de la dette sociale reprise amortie (en Md €)





Un acteur au cœur du système de protection sociale

Amortissement des déficits des branches maladie, vieillesse et famille du régime général de la Sécurité Sociale, de l'ACOSS et du FSV



Gestion de la branche maladie, accidents du travail/ maladies professionnelles de la Sécurité Sociale



Gestion de la branche famille de la Sécurité Sociale



Gestion de la branche retraite de la Sécurité Sociale



Gestion de la branche cotisation et recouvrement de la Sécurité Sociale





Constitution de réserves afin d'amortir le déséquilibre anticipé des régimes vieillesse



REFINANCEMENT







Gestion de la santé, famille, retraite, accidents du travail des exploitant et salariés agricoles

DE SOLIDARITÉ VIEILLESSE

Refinancement des régimes d'assurance vieillesse



Deux lois votées par le Parlement en août 2020

Loi organique

- Report de 2024 à 2033 de la date de fin de remboursement de la dette sociale
- Prolongation des ressources pour financer le transfert des dettes sociales
- Tout nouveau transfert doit s'accompagner d'une augmentation des recettes pour contenir la durée d'amortissement à 2033



Loi ordinaire

 Reprise historique de 136 milliards d'euros de dette sociale par la CADES



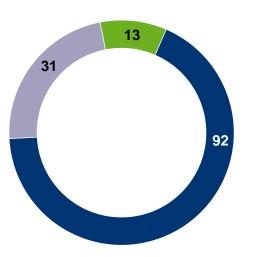


Ventilation de la reprise de 136 milliards d'euros de dette sociale par la CADES (en Md€)

Déficits cumulés au 31/12/2019

- Branche maladie du régime général : 16,2
- Fonds de solidarité vieillesse : 9,9
- Branche vieillesse du régime des nonsalariés agricoles : 3,6
- Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales : 1,3

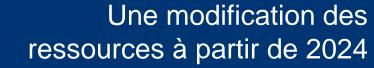
Prise en charge du coût d'un tiers de la dette des hôpitaux



Déficits futurs 2020-2023

des branches maladie, vieillesse et famille du régime général, du FSV et de la branche vieillesse du régime des nonsalariés agricoles

Objectif : Décharger la trésorerie de l'ACOSS et sécuriser la situation financière de la sécurité sociale





Evolution des ressources futures prévue par la loi de 2020

	Jusqu'en 2023	2024	A partir de 2025
CSG (en pt)	0,6	0,45	0,45
CRDS (en pt)	0,5	0,5	0,5
FRR (en Md d'€)	2,1	2,1	1,45

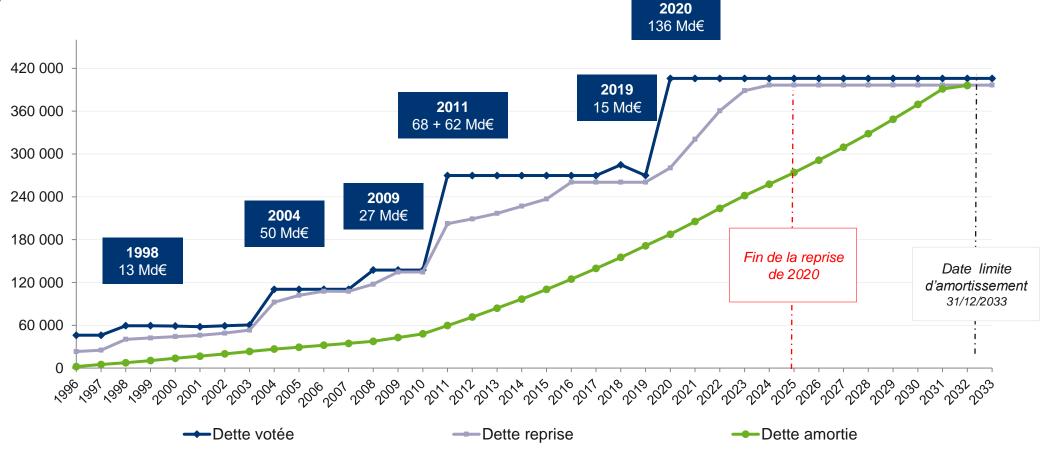






Un report de la date de fin de remboursement de 2024 à 2033

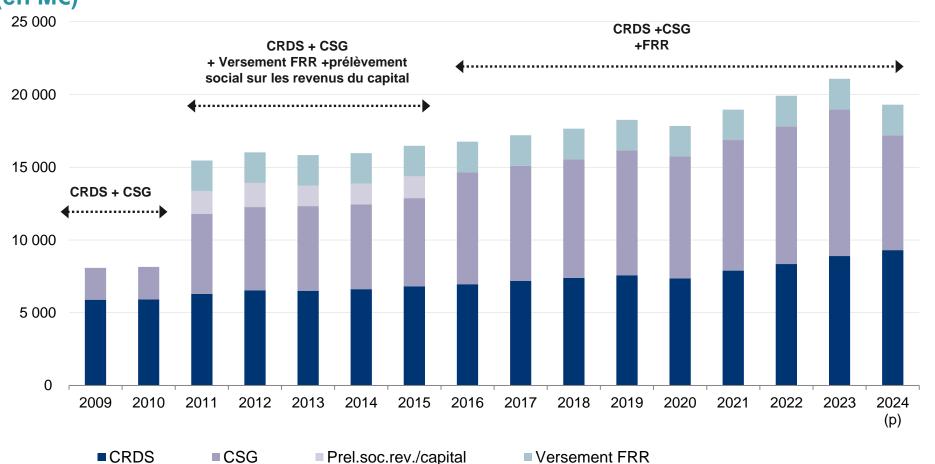
Evolution de la dette votée, reprise et amortie (en M€)





Grande visibilité des ressources

Evolution des ressources depuis 2009 (en M€)

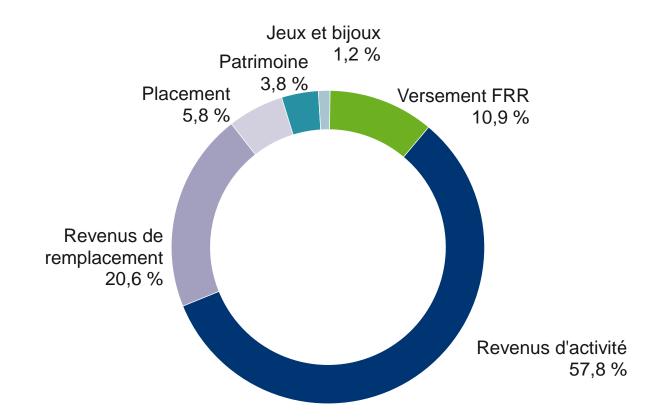


- Des ressources solides principalement corrélées à l'évolution de la masse salariale
- Des recettes principalement basées sur les revenus d'activité moins cycliques que les revenus financiers
- Ventilation 2024(p) de la ressource :
 - CRDS (0,5 %): 9,2 Md€
 - CSG (0,45 %): 7,9 Md€
 - FRR: 2,1 Md€



Une assiette de ressources large et pérenne

Ventilation des ressources 2024 par nature

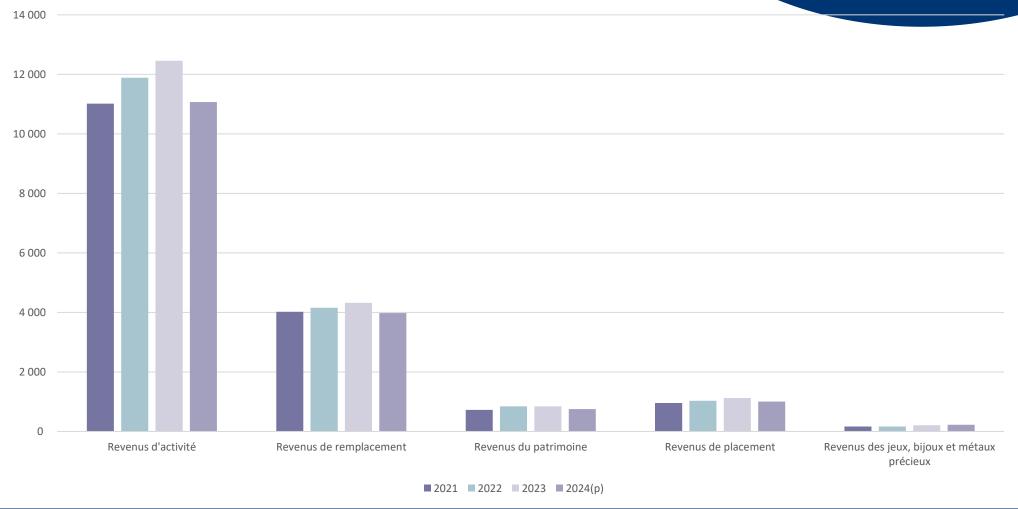


En %	2024
Revenus d'activité	57,8 %
Revenus du capital	21,6 %
Revenus de remplacement	20,6 %



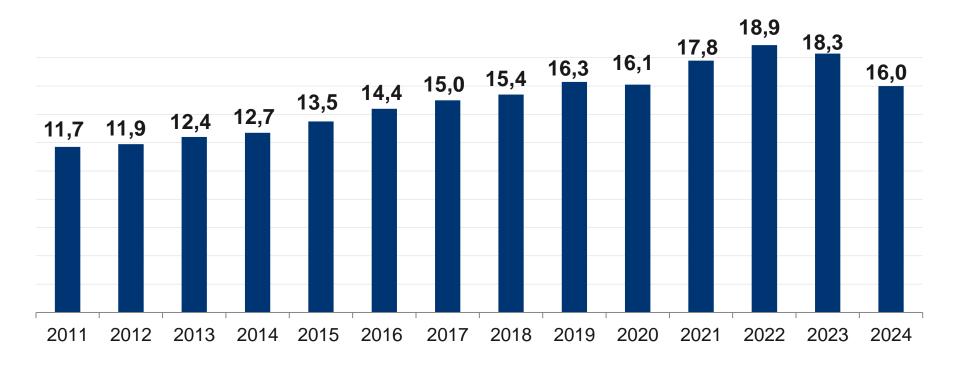


Evolution des ressources depuis 2021 (hors FRR) (en M€)





Evolution des montants d'amortissement annuels réalisés par la CADES (en Md€)





Une notation en ligne avec le souverain

(*)

Perspective

Notation court terme

MANINGSTAR DBRS

AA

stable

R-1 (high) (stable)

S&P Global

A+

stable

A-1

Ratings FitchRatings

A+

stable

F1+

SCOPE

AA-

négative

S-1+ (stable)

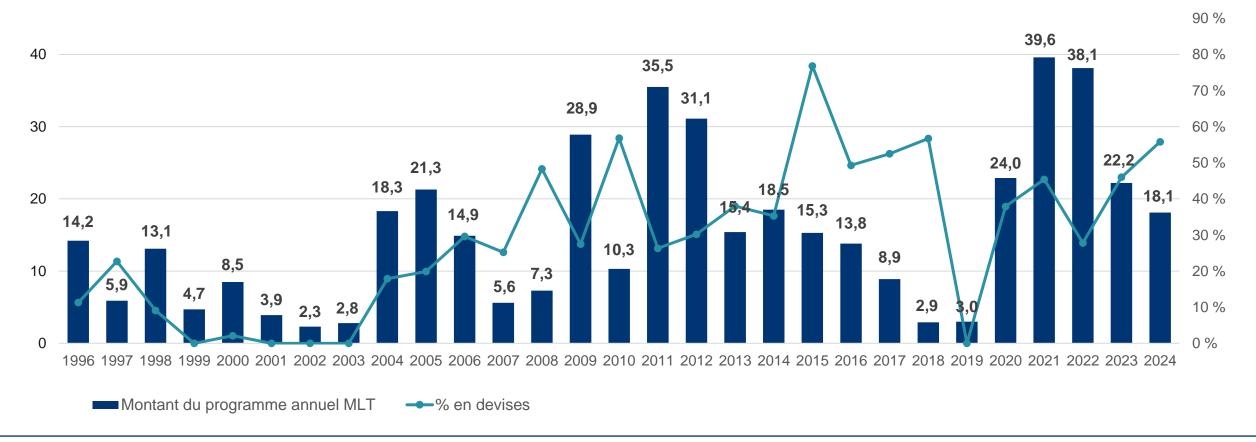
(*) au 22 octobre 2025







Evolution des programmes de financement moyen et long terme depuis 1996 (en Md€)





Programme réalisé 2024

18,1 Md€ d'émissions moyen et long terme

Emprunts de référence

18,1 Md€

EUR: 8 Md€ (2 opérations)

- Janvier, 4 Md€, 25/02/2029

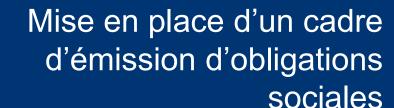
- Février, 4 Md€, 24/09/2027

USD: **10,1 Md**€ (3 opérations)

- Janvier, 4 Md\$, 24/01/2027

- Mai, 4 Md\$ 22/05/2029

- Septembre, 3 Md\$,12/09/2027





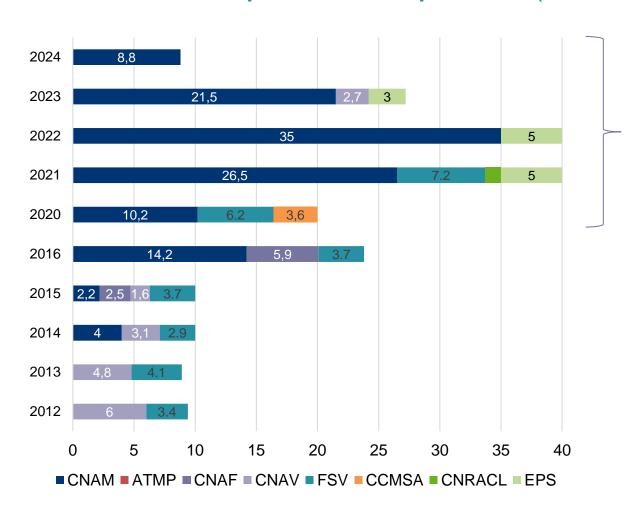
- Mise en place d'un document cadre construit en alignement avec les Social Bond Principles (ICMA 2020)
- Second-Party Opinion délivrée par Vigeo Eiris pour évaluer la transparence, la gouvernance et la conformité aux ICMA
- La CADES s'engage à suivre les meilleures pratiques du marché et communiquera de manière transparente sur :
 - Utilisation des fonds (Use of Proceeds UoP)
 - Sélection et évaluation
 - Gestion des fonds
 - Reporting

Une réponse à la forte demande des investisseurs de renforcer leurs investissements à caractère social



120,2 Md € de dettes éligibles à la fin de 2024

Dettes transférées par branche depuis 2012 (en Mds €)



Dettes éligibles au financement par obligations sociales :

Maladie (CNAM)

102,1 Md €

■ Vieillesse (CNAV+FSV+CCMSA+CNRACL)

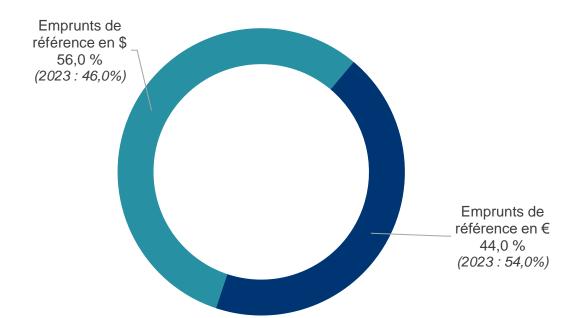
18,1 Md €

- Sont exclus du périmètre d'utilisation des fonds (UoP):
 - la dette des établissements de santé (problématique de l'exercice de rattachement au regard des limites posées par la look-back period).
 - les déficits antérieurs à 2015
- 126,8 Md€ d'encours d'obligations sociales à fin 2024

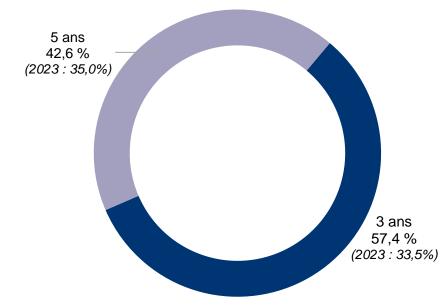




Ventilation du programme 2024 par devise



Ventilation du programme 2024 par maturité





Programme indicatif 2025

Emissions moyen et long terme 10 Md€ / 7,5 Md€ *

Emprunts de référence

Emprunts de diversification

EUR: 5,0 Md€ (2 opérations) **USD**: 2,4 Md€ (1 opération)

Abondements en EUR Autres devises : 0,1 Md€

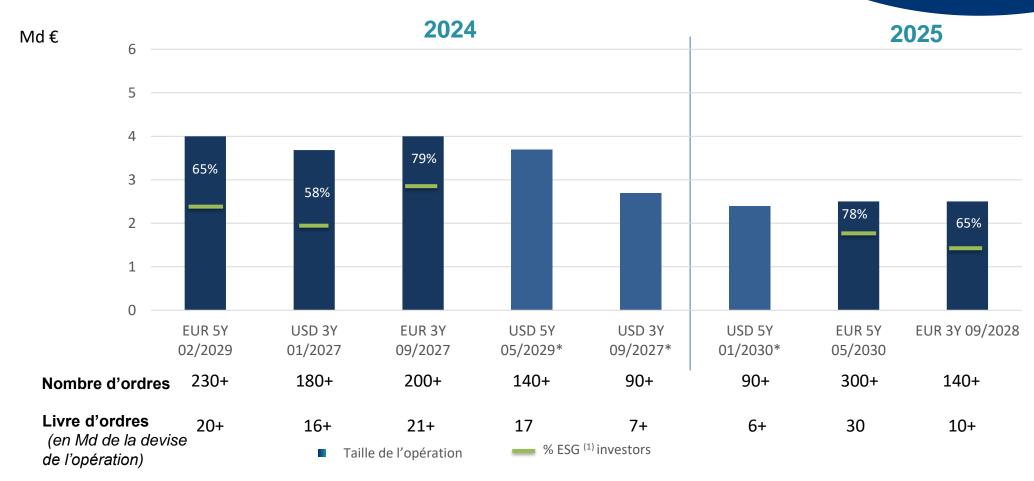
Court terme

Papiers Commerciaux US Encours 5,7 Md€*

(*) au 18 septembre 2025



Une forte participation des investisseurs



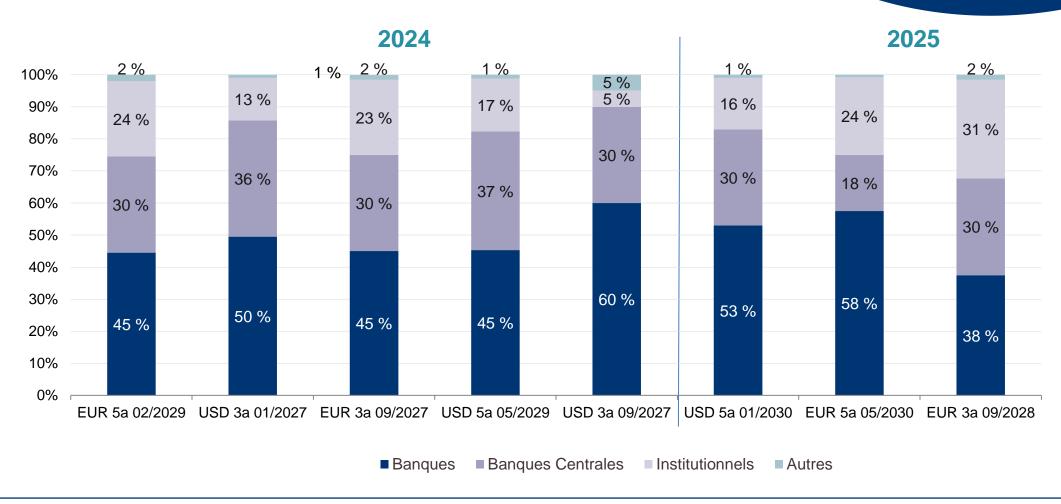
⁽¹⁾ ESG: Environnement, Social et Gouvernance, selon la classification transmise par les banques ayant dirigé l'opération.

^{*} Ces opérations n'ont pas été conduites dans le cadre du programme d'émissions sociales



Une diversité d'investisseurs ...

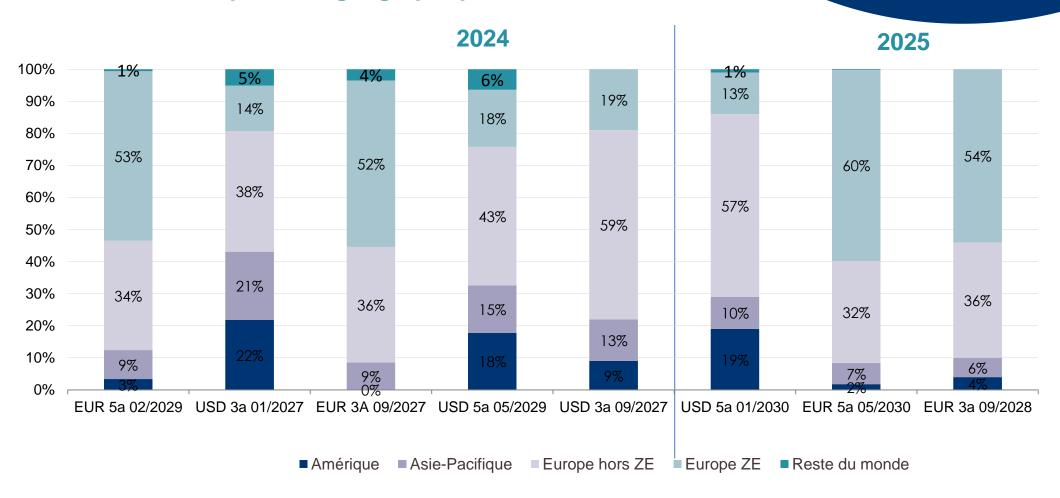
Ventilation de la demande par type d'investisseur





... et des zones géographiques

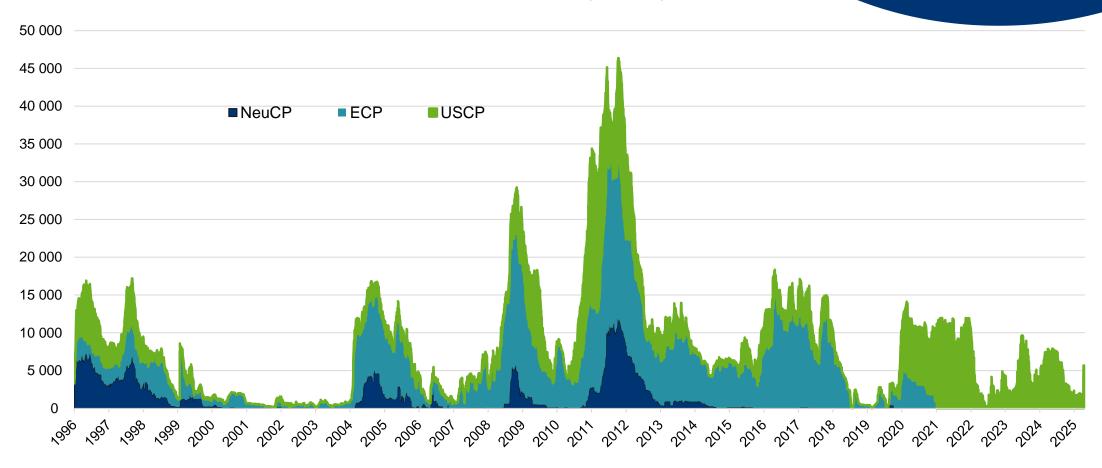
Ventilation de la demande par zone géographique





Présence sur les marchés monétaires

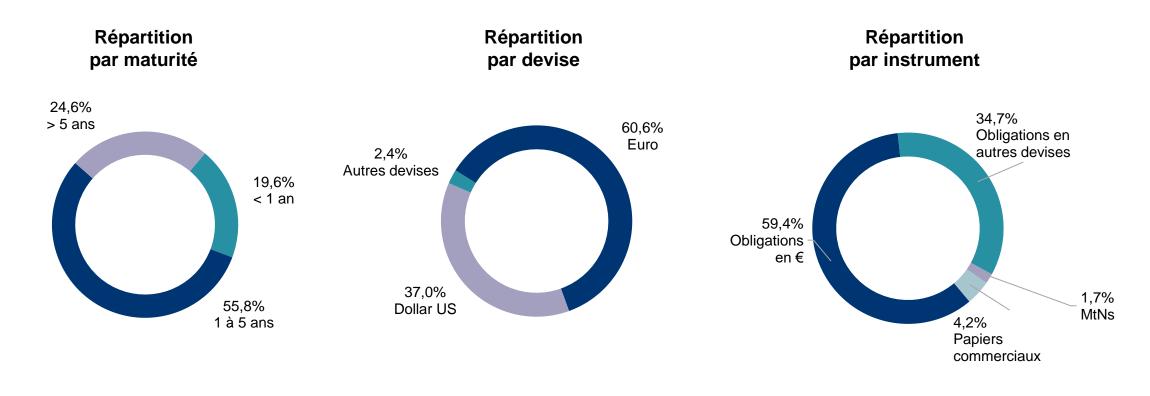
Encours de titres à court terme depuis 1996 (en M€)







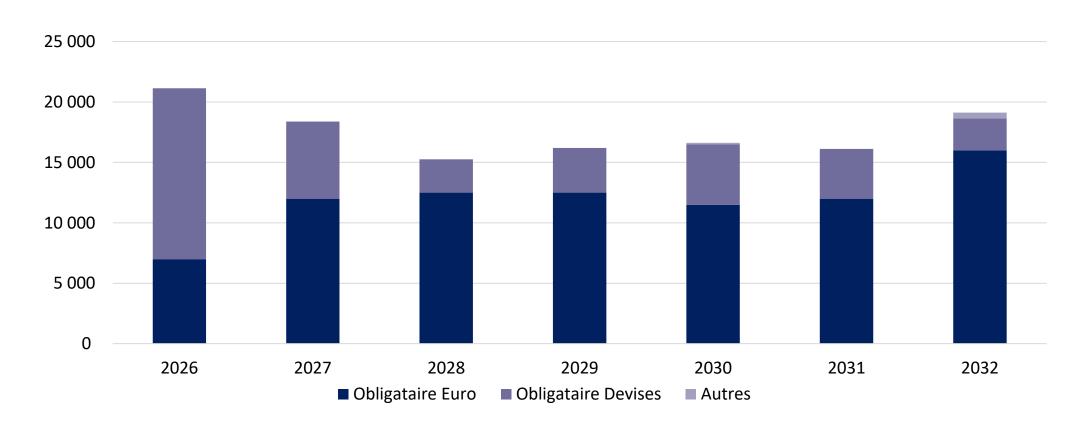
Montant du stock de dettes à fin 2024: 143,4 Md€





Echéancier des remboursements de la dette

Encours obligataires (en M €)



Au 19 septembre 2025





Ministère de l'économie, des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

139 rue de Bercy, 75012 Paris Télédoc 287

Tél.: +33 1 40 04 15 57

www.cades.fr

Président

pierre.ricordeau@cades.fr

Direction Générale AFT

antoine.deruennes@aft.gouv.fr pierre-eliott.rozan@aft.gouv.fr

Opérations

pierre.hainry@cades.fr diana.laithier@cades.fr Secrétaire Général

philippe.petitbon@cades.fr

Chargée de communication

jade.le-borgne@cades.fr